

SITUATION CONFUSE ET DIFFICILE ...

Après 8 semaines d'un conflit mené en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T., avec le souci évident de les maintenir isolés, les travailleurs de chez Dubigeon sont appelés à reprendre le travail par la seule C.F.D.T.

La rupture chez Dubigeon du front commun C.G.T.-C.F.D.T. traduit sur le plan syndical la rupture intervenue sur le plan politique entre le P.C. et le P.S.

Ce qui se passe chez Dubigeon et qui va nécessairement se passer ailleurs, prouve s'il en était besoin, la justesse de nos positions qui, en dépit des pressions de tous ordres, maintient l'indépendance de nos organisations syndicales.

Pourtant, la classe ouvrière n'a jamais eu autant besoin de son unité.

Patronat et Gouvernement profitent de la division entretenue par ceux qui se prétendent les «*seuls représentants de la classe ouvrière*» pour poursuivre et accroître leur offensive.

Devant la progression du chômage, notre organisation a mis en avant la nécessité de la réduction de la durée globale du travail. Notre camarade André Bergeron vient de rappeler à nos censeurs gouvernementaux et patronaux qu'il est faux de rendre responsable de l'inflation la nécessaire revalorisation des salaires, à dire vrai, c'est prendre l'effet pour la cause. Mais notre revendication de la 5^{ème} semaine de congés se heurte à un refus gouvernemental et patronal. Mais chacun sait qu'à un moment donné, les idées se transforment en forces matérielles. N'en doutons pas, le mot d'ordre de la 5^{ème} semaine est lancé. Il fera son chemin. Patrons et Gouvernement feraient bien de ne pas trop attendre pour accorder cette revendication.

Les mass-media peuvent s'évertuer à clamer que la «*querelle scolaire est dépassée*», radio et télévision peuvent donner la parole aux tenants de l'enseignement confessionnel, cette campagne savamment orchestrée n'empêchera pas que le vieux fonds laïc (voire même voltairien) qui existe en France, ne ressurgisse face à ce qu'il faut bien appeler la gloutonnerie cléricale.

Telle est la situation à la veille des élections législatives dans lesquelles certains de nos camarades semblaient mettre beaucoup d'espoir. Les staliniens français viennent de mettre brutalement fin aux illusions nées de «*l'Union de la Gauche*».

J'ai personnellement entendu Georges Marchais s'en prendre à la télévision au «*social-démocrate*». L'attaque contre la sociale-démocratie (et non contre le nouveau P.S.) n'est pas simplement un problème de vocabulaire, il traduit, n'en doutons pas une politique mûrement élaborée par l'appareil international du stalinisme. C'est d'une certaine manière le retour à la 3^{ème} période qui, au nom de la lutte contre le «*social-traitre*» et le «*social-fasciste*» a conduit la prolétariat allemand à la défaite.

Mais nous ne sommes plus en 1933 et la classe ouvrière a assimilé les leçons d'histoire.

Ceux qui aujourd'hui prennent délibérément le risque de jouer le rôle de diviseurs, devront rendre des comptes.

Il faut qu'on sache également que les travailleurs ne sont en rien responsables du chômage et qu'il est scandaleux d'entendre un Premier Ministre insinuer que les chômeurs seraient des chômeurs pro-

fessionnels. Il est non moins scandaleux de voir le C.N.P.F. et ses représentants dans les ASSEDIC reprendre la position gouvernementale en tentant de s'opposer aux nécessaires prolongations demandées par les chômeurs arrivés à l'expiration de leur droit.

Nous avons dit ce que nous pensions de la loi du 5 juillet 1977 «*pour l'emploi et la formation des jeunes*». Il s'agit d'expédients pur et simple destinés, non à résoudre le problème du chômage mais à en masquer la dramatique ampleur.

Dans un autre ordre d'idée, il nous faut saluer avec satisfaction l'échec de la tentative de mettre en place les «*conseils d'école*» dans l'enseignement primaire.

Au Meeting de Pantin, André Bergeron avait, au nom de la C.G.T.-F.O., dénoncé sans ambiguïté les conseils d'école et les conseils d'ateliers que nous caractérisons comme des organismes néo-corporatistes.

Malgré l'appui éhonté des dirigeants du P.C.F. solidaires de M. Haby, malgré l'attitude ambiguë de la F.E.N. et du S.N.I. au plan national, malgré la volonté de «*participation*» de la Fédération Cornec et du S.G.E.N., les instituteurs refusent de mettre en place des organismes qui remettent en cause, à la fois leur statut d'enseignants et la laïcité de l'école.

Alexandre HÉBERT.
